

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL**  
(Division des services essentiels)

Région : Lanaudière  
Dossier : CM-2019-6104  
Dossier accréditation : AM-2000-9056

Montréal, le 19 décembre 2019

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : France Giroux**

---

**Municipalité de Sainte-Julienne**  
Employeur

et

**Union des employés et employées de service, section locale 800**  
Association accréditée

---

**DÉCISION**

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail, travaillant comme employé-e-s de bureau et comme inspecteurs en bâtiments, à l'exception de l'inspecteur municipal et de ceux déjà accrédités. »

De : **Municipalité de Sainte-Julienne**

2450, rue Victoria

Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Établissement visé :

Tout le territoire de la Municipalité Sainte-Julienne QC;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public n'aurait aucun effet sur la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**DÉCLARE** que l'employeur et l'association accréditée visés par la présente décision ne sont pas assujettis à l'obligation de maintenir des services essentiels en cas de grève en vertu de l'article 111.0.18 du Code du travail.

---

France Giroux

FG/ÉL/mg